

À la suite des mouvements de grèves et de manifestation devant l'immeuble d'EDF Carré Vert à Levallois-Perret, une délégation FO a été reçue en début d'après-midi au ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

L'avenir de nos collègues du thermique à flamme, de l'hydraulique et plus largement de la filière énergétique a été l'objet de vifs échanges.

Ce fut l'occasion d'affirmer nos positions et de remonter les inquiétudes des agents justifiées par un contexte de politique industrielle incertaine, peu cohérente et dangereuse pour les emplois, le service public et l'indépendance énergétique du pays.

Le message passé est qu'aucune chance n'est donnée aux opérateurs historiques de s'adapter aux évolutions technologiques. Juste bonnes à faire remonter un maximum de dividendes et de taxes en employant le personnel comme une variable d'ajustement financière, nos entreprises prennent un cap fatal.

Les inquiétudes sont vives et pas réellement levées.

Une prochaine table ronde tripartite sera « peut-être » mise en œuvre suite à nos doléances. L'objectif est donc de dérouler une véritable feuille de route afin que tous les acteurs s'y retrouvent. En effet, l'État, actionnaire majoritaire, peut prélever, mais ne pas se mettre à la place de l'industriel afin de challenger à l'étranger. Nous pouvons espérer que cette réunion tripartite, si elle se tient, évitera aux employeurs et à l'État de nous renvoyer les uns vers les autres.

À ce stade, les questions sont nombreuses :

■ Jusqu'où ira l'augmentation régulière de la CSPE (Contribution aux Charges du Service Public de l'Énergie qui subventionne les Énergies Renouvelables) ?

■ Dans le cadre de la PPE, quid de la prolongation de l'énergie nucléaire ?

■ Pourquoi le charbon propre n'est pas développé dans le cadre de la recherche alors que dans le même temps, l'Allemagne utilise à tout va ses centrales thermiques en brûlant du lignite ?

■ Pourquoi la France doit continuer à être le très bon élève en matière de CO<sub>2</sub>, en pénalisant ses industries et ses emplois ?

■ Pourquoi ne pas décaler la date du projet Hinkley Point avant d'avoir un retour d'expérience tant technologique que financier ? Nos camarades britanniques de UNITE THE UNION, également inquiets, nous adressent leur soutien (courrier joint).

■ Quelles garanties sociales pour les salariés d'EDF et d'AREVA NP hormis la suppression des 4000 emplois ?

■ Pourquoi ne pas écouter certains acteurs de l'Autorité de la concurrence et arrêter d'exclure EDF de la sortie du marché au regard de son activité nucléaire ?

La liste est loin d'être exhaustive...

FO prendra toutes ses responsabilités et ne cautionnera pas la langue de bois.

Étaient présentes les délégations : FO, CFDT et CGT.



CENTRAL OFFICE

---

KC/son  
17<sup>th</sup> February 2016

*Vincent Hernandez*  
*Secrétaire Générale*  
*Fédération Nationale de l'Energie et des*  
*Mines-FO*  
*60 Rue Vergniaud*  
*75013 Paris*  
*France*  
**SENT ELECTRONICALLY**  
[Secretariat.general@fnem-fo.org](mailto:Secretariat.general@fnem-fo.org)

Dear Comrade

**EDF TRADES UNIONS DAY OF STRIKE ACTION**  
**18<sup>th</sup> FEBRUARY 2016**

I write to offer my fraternal solidarity and that of Unite members employed in EDF Energy UK on the day of your strike action against EDF SA.

It goes without saying that a job cut to one, is a job cut to all and that we in Unite the Union, salute you in your endeavours and wish you success.

Eternal vigilance is crucial in the current climate and international solidarity must be our watch word.

Good luck and please keep in touch.

Yours fraternally

A handwritten signature in black ink, appearing to read "K. Coyne".

**KEVIN COYNE**  
**NATIONAL COORDINATING OFFICER**  
**CONSTRUCTION, ENERGY & UTILITIES**